

Ministérielle de Berlin : entre crispations et incertitudes par Michel Liégeois – Avril 2025

À l'approche du 80e anniversaire des Nations unies et marquant le dixième anniversaire du Sommet des dirigeants sur le maintien de la paix, la [prochaine réunion ministérielle](#) des Nations unies sur le maintien de la paix se tiendra à Berlin les 13 et 14 mai 2025.

Cette importante réunion a fait l'objet d'une préparation très en amont au travers de trois conférences :

- 10-11 décembre 2024 – Réunion préparatoire sur le renforcement des capacités, les partenariats et l'avenir du maintien de la paix, coorganisée par le Japon, le Royaume-Uni et l'Uruguay à Montevideo.
- 4-5 février 2025 – Réunion préparatoire sur l'avenir du maintien de la paix, les nouveaux modèles et les capacités associées, coorganisée par le Bangladesh, l'Indonésie, les Pays-Bas et les États-Unis à Jakarta.
- 15-16 avril 2025 – Réunion préparatoire intitulée « *Vers un maintien de la paix plus sûr et plus efficace : utilisation de la technologie et approche intégrée* », coorganisée par le Pakistan et la République de Corée à Islamabad.

La Conférence ministérielle de Berlin a pour ambition d'offrir un forum politique de haut niveau pour discuter de l'avenir du maintien de la paix en offrant aux délégations une plateforme pour annoncer des engagements substantiels afin de combler les déficits capacitaires et d'adapter les opérations de paix pour mieux répondre aux défis existants. Le maintien de la paix des Nations unies demeure en effet l'un des outils les plus pertinents, légitimes et efficaces pour prévenir, gérer et résoudre les conflits armés, notamment en protégeant les civils, en surveillant les cessez-le-feu, en soutenant les processus de paix et en pérennisant la paix.

Ces dernières années, les États membres de l'ONU ont réaffirmé leur engagement en faveur du maintien de la paix des Nations unies dans le [Pacte pour l'avenir](#) (septembre 2024). Ils ont également souligné que le maintien de la paix et les autres outils des Nations unies doivent être « *adaptés à l'évolution des besoins, afin de permettre des réponses plus agiles et plus adaptées aux défis actuels, émergents et futurs* ». Les États membres ont également demandé au Secrétaire général des Nations unies « *d'entreprendre un examen de l'avenir de toutes les formes d'opérations de paix des Nations Unies* » (Pacte pour l'avenir, Action 21). Pour mettre les capacités requises à la disposition des opérations, l'ONU et ses États membres entendent maintenir un état de préparation suffisant au maintien de la paix en s'appuyant sur l'[Action pour le maintien de la paix](#) (2018) et l'[A4P+](#) (2021). La conférence de Berlin, doit poursuivre ce travail en élaborant des orientations stratégiques pour les années qui viennent.

La réunion de Berlin risque cependant de voir son agenda perturbé par l'actualité. La situation dans l'Est de la République démocratique du Congo remet en effet en question le calendrier de retrait de la MONUSCO. Quant au soudain regain de tension au Cachemire, où se situe une des missions militaires de l'ONU, le Groupe d'observateurs militaires des Nations unies dans l'Inde et le Pakistan (*United Nations Military Observers Group in India and Pakistan* – UNMOGIP), il concerne surtout deux des plus importants contributeurs de troupes aux opérations de paix. Une escalade du conflit entre l'Inde et le Pakistan fait peser la menace d'un retrait des plus de huit-mille Casques bleus ; soit environ 12% de

l'effectif total, toutes missions confondues. Mais le point qui devrait le plus alimenter les conversations de couloir de la conférence de Berlin vient de Washington. En effet, selon l'agence de presse Reuters, le Bureau du budget de la Maison Blanche propose rien de moins que la [suppression](#) totale du financement des missions de maintien de la paix des Nations unies. Or, Washington est le premier contributeur de l'ONU – la Chine arrivant en deuxième position –, alimentant à hauteur de 22 % le budget ordinaire de l'ONU (3,7 milliards de dollars) et de 27 % le budget du maintien de la paix (5,6 milliards de dollars). Selon certains documents de planification internes consultés par Reuters, cette suppression est justifiée par le fait que les opérations de paix « *gaspillent des fonds* », en raison des « *récents échecs* » - invoquant les échecs des opérations au Mali, au Liban et en République démocratique du Congo - « *et du niveau élevé des contributions* ». Le document ajoute que « *Les États-Unis ont l'habitude de payer plus que leur juste part des activités internationales de maintien de la paix. De plus, les Casques bleus de l'ONU ont été accusés de trafic de stupéfiants sur plusieurs continents, notamment en République centrafricaine, où ils ont fait passer clandestinement de l'or, des diamants et de la drogue.* ». Déjà lors de son premier mandat, Donald Trump avait accumulé [les arriérés de paiement](#) des contributions des États-Unis au budget du maintien de la paix l'ONU.

Devant un tel assombrissement de l'horizon du maintien de la paix, les participants à la Ministérielle devront garder la tête froide pour ne pas se laisser distraire de l'agenda initial.

En amont de la Ministérielle de Berlin, l'Observatoire Boutros-Ghali a publié une note de recherche intitulée « [L'ONU et le maintien de la paix : défis et prospective](#) » écrite par le Professeur Michel Liégeois.

[Michel Liégeois](#) est professeur de Relations internationales à l'Université catholique de Louvain (UCL).